

"On se retrouve parfois avec un animateur pour 80 enfants" : le personnel périscolaire de Paris en grève pour dénoncer leurs conditions de travail



L'ASEM est l'acronyme d'"agent spécialisé des écoles maternelles". • © THIERRY THOREL / MAXPPP

- [Paris](#)
- [Paris Ile-de-France](#)

À l'appel de syndicats, plusieurs centaines d'agents périscolaires ont entamé une grève ce lundi. Conséquences : pas de cantine et d'activités après la classe dans plusieurs écoles parisiennes. Les animateurs espèrent obtenir des avancées en matière de rémunération, de formation et d'exercice de leurs fonctions.

"Cela fait 22 ans que je travaille comme animatrice pour la Ville de Paris, et je n'ai jamais vu des conditions de travail aussi dégradées." Pour Séverine et ses collègues, la coupe est pleine. Ce lundi, ils seraient près d'un millier d'animateurs, d'ASEM et de responsables éducatifs Ville à faire grève jusqu'à la fin de la semaine, à l'appel de l'intersyndicale formée par le SUPAP-FSU et la CFDT.

Ainsi 200 écoles parisiennes n'ont pas pu assurer le service interclasse ce lundi, c'est-à-dire le temps de la restauration scolaire, et 100 écoles ont fonctionné "en mode dégradé", selon une source syndicale.

Sous-effectif et surcharge de travail

[Les différents corps de métier du périscolaire se mobilisent](#) afin d'alerter la mairie de Paris sur leur quotidien devenu de plus en plus compliqué. En particulier depuis la crise du Covid-19.

"Nos conditions de travail sont devenues extrêmement difficiles. Nous sommes constamment en sous-effectif, avec des taux d'encadrement qui ne sont pas respectés. Ce qui veut dire qu'au lieu de m'occuper de 18 enfants je peux m'occuper de groupes de 25 à 30 enfants", déplore l'animatrice qui travaille dans le 20^e arrondissement de la capitale.

Mercredi et jeudi, elle sera également en grève pendant une heure afin de bloquer le temps de la cantine, obligeant les parents à trouver une solution de garde sur le temps du midi. Un choix qu'elle fait à contrecœur, mais qu'elle juge nécessaire : "C'est vraiment dommage d'en arriver là, on sait que c'est compliqué pour les parents de s'organiser, mais si on le fait, c'est que c'est aussi et surtout pour le bien des gamins", confie-t-elle.

"Les REV font face à une surcharge de travail, beaucoup n'en peuvent plus et finissent par quitter la profession."

Eric, Responsable Educatif Ville (REV)

Un constat partagé par Eric qui est responsable éducatif Ville (REV) depuis la rentrée. En charge du périscolaire et du centre de loisirs, Eric, qui a longtemps été animateur, constate une précarisation du métier. "Dans mon école, nous sommes treize. Seulement trois d'entre nous sommes titulaires, le reste des animateurs sont des vacataires." Des

vacataires payés légèrement au-dessus du SMIC, qui n'ont pas de congés payés et dont le contrat n'est jamais garanti.

Conséquence, le métier n'attire plus : *"On n'arrive plus à recruter. Avant les vacances, il me manquait quatre animateurs. On ne peut pas respecter les taux d'encadrement, ce qui fait qu'on se retrouve parfois avec un animateur pour 80 enfants !"*

Depuis qu'il est directeur du périscolaire et du centre de loisirs de son école située dans le 18^e arrondissement, Eric doit faire face à de nouvelles difficultés. *"En tant que REV, on nous demande de former les animateurs, d'encadrer les équipes en étant sur le terrain, de faire de l'administratif, d'impulser des partenariats mais aussi d'être la plaque tournant et le relais avec l'Education nationale, les parents, les associations et le corps enseignant",* explique-t-il. *"Les REV font face à une surcharge de travail, beaucoup n'en peuvent plus et finissent par quitter la profession".*

Des revendications syndicales diverses

Ce mardi, le personnel gréviste et les syndicats à l'initiative de la mobilisation se réuniront devant l'Hôtel de Ville de Paris à 14 heures 30, alors que se tiendra dans le même temps le Conseil de Paris. La CFDT et le SUPAP-FSU espèrent faire bouger les lignes sur trois grands axes : la précarisation de l'emploi, la rémunération et la formation des agents.

"Il faut sortir les collègues de la précarité par des contractualisations et des titularisations. Actuellement, il y a entre 4 000 et 5 000 vacataires parmi les animateurs, et ce sont majoritairement des femmes qui se retrouvent dans des situations de grande précarité. Ce sont des fausses vacances car ces personnes sont illégalement employées sur des postes permanents", souligne Nicolas Léger, co-secrétaire général du SUPAP-FSU.

Les syndicats demandent à la mairie des recrutements massifs de personnels, avec la mise en place d'une *"brigade remplacement pour pallier les absences"*. Ils souhaitent également une meilleure formation du personnel de l'animation, une augmentation de leur rémunération avec une évolution statutaire et l'attribution de primes. Ou encore la création de postes d'éducateurs spécialisés pour les enfants porteurs de handicaps ou en difficultés.

Dans un courrier adressé aux parents d'élèves, les syndicats dénoncent le "*non-respect par la Ville de Paris des taux légaux de qualification des personnels d'animation dans les écoles parisiennes : 45% de collègues formé.es aux BAFA/BAFD alors que la loi impose au minimum 80% de personnels qualifié.es*".

Alors que le préavis de grève court jusqu'au 1er décembre, l'intersyndicale espère des avancées prochaines. "*On espère des réponses concrètes de la Ville, ce qu'on veut c'est l'ouverture des négociations*", explique Nicolas Léger.

"*On nous a dit qu'il y aurait bientôt des annonces, d'ici fin novembre, sans nous dire quoi précisément*", poursuit-il. Contactée, la mairie de Paris a indiqué qu'elle ne s'exprimerait pas sur le sujet pour le moment.